



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 24 avril 2013 — N° 43

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Jonquière sur le sujet suivant : *Souligner la remise du prix Hommage bénévolat-Québec à deux concitoyens de Jonquière.*
- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *40^e anniversaire de la FADOQ Les Coteaux.*
- La députée de Masson sur le sujet suivant : *Journée mondiale de la méningite.*
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Relais d’Espérance.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Hommage à une artiste beauceronne, Monique Cliche-Spénard.*
- Le député de Mercier sur le sujet suivant : *La cinquième Journée culturelle de la Relance des loisirs tout 9, créatrice de souvenirs inoubliables.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Féliciter Éco-quartier Montréal-Nord pour la corvée du Jour de la Terre.*
- Le député de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *6^e édition du Festival de films Massimadi.*
- Le député de Robert-Baldwin sur le sujet suivant : *20^e anniversaire du Centre d’intégration multi-services de l’ouest de l’île (CIMOI).*
- La députée de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Commémoration du génocide arménien.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

- DÉPÔTS**
- a) documents
 - b) rapports de commissions
 - c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 3
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévoir des élections à date fixe
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 7 novembre 2012
Reprise du débat ajourné au nom du député de Lotbinière-Frontenac le **15 novembre 2012**
- 2) Projet de loi n° 14
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable de la Charte de la langue française le 5 décembre 2012
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **23 avril 2013**
- 3) Projet de loi n° 20
Loi sur l'enregistrement des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **19 février 2013**
- 4) Projet de loi n° 23
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant certains services éducatifs aux élèves âgés de moins de cinq ans
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **14 mars 2013**

- 5) Projet de loi n° 24
Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **14 mars 2013**
- 6) Projet de loi n° 27
Loi sur l'économie sociale
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **19 mars 2013**
- 7) Projet de loi n° 30
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière de recherche
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **28 mars 2013**
- 8) Projet de loi n° 33
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 20 mars 2013
Reprise du débat ajourné au nom du député de Mégantic le **23 avril 2013**
- 9) Projet de loi n° 35
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil, de successions et de publicité des droits
Présenté par le ministre de la Justice le **17 avril 2013**

Étude détaillée en commission

- 10) Projet de loi n° 12
Loi modifiant la Loi sur la police concernant les enquêtes indépendantes
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 29 novembre 2012
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 19 mars 2013
Principe adopté le **20 mars 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 11)** Projet de loi n° 17
Loi modifiant le Code des professions en matière de justice disciplinaire
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable de l'application des lois professionnelles le 13 février 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 19 mars 2013
Principe adopté le **19 mars 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 12)** Projet de loi n° 18
Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le 21 février 2013
Principe adopté le 19 mars 2013
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **10 avril 2013**
- 13)** Projet de loi n° 22
Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels
Présenté par le ministre de la Justice le 21 février 2013
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 28 mars 2013
Principe adopté le **16 avril 2013**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 14)** Projet de loi n° 25
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 20 novembre 2012
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le 21 février 2013
Principe adopté le **26 mars 2013**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 15)** Projet de loi n° 26
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités en matière de financement
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le 12 mars 2013
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 16 avril 2013
Principe adopté le **16 avril 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 16)** Projet de loi n° 29
Loi modifiant la Loi sur Héma-Québec et sur le Comité d'hémovigilance
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 27 mars 2013
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations)
déposé le 23 avril 2013
Principe adopté le **23 avril 2013**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 17)** Projet de loi n° 32 *
Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en
services correctionnels et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le 21 mars 2013
Principe adopté le **17 avril 2013**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 18)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant la Loi électorale afin de réduire les dépenses des partis
politiques et la contribution maximale d'un électeur
Présenté par le député de Chauveau le **1^{er} novembre 2012**
- 19)** Projet de loi n° 191
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Mercier le **14 novembre 2012**
- 20)** Projet de loi n° 192
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Lévis le **15 novembre 2012**
- 21)** Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Granby le **13 février 2013**

- 22)** Projet de loi n° 194
Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **15 novembre 2012**
- 23)** Projet de loi n° 195
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Gouin le **28 novembre 2012**
- 24)** Projet de loi n° 197
Loi sur la création d'emploi et de richesse par le développement durable de l'activité minière
Présenté par le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata le **27 novembre 2012**
- 25)** Projet de loi n° 198
Loi mettant fin à la préséance des droits miniers sur les autres usages du territoire et modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
Présenté par le député de Mercier le **20 mars 2013**
- 26)** Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **21 février 2013**
- 27)** Projet de loi n° 390
Loi sur la révision des avantages financiers octroyés aux membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Chauveau le **12 mars 2013**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 28)** Projet de loi n° 202
Loi concernant la Ville de Terrebonne
Présenté par le député de Terrebonne le **16 avril 2013**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 29)** 23 avril 2013
Motion du député de Verdun :

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement péquiste qu'il agisse avec célérité dans le dossier des régimes de retraite;

QU'à cette fin, la Commission des finances publiques procède à compter du 3 juin 2013 à des consultations particulières sur le rapport intitulé *Innover pour pérenniser le système de retraite* (Rapport D'Amours) déposé à l'Assemblée nationale le 18 avril dernier par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale;

QUE la Commission entende monsieur Alban D'Amours ainsi que toutes les personnes et organismes qu'elle jugera nécessaire de convoquer;

QUE la durée maximale de l'exposé pour chacun des intervenants soit de 10 minutes et que les échanges avec les membres de la Commission soient d'une durée maximale de 50 minutes;

QUE la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale soit membre de la Commission pour la durée du mandat;

QUE la Commission fasse rapport à l'Assemblée nationale le mardi 17 septembre 2013;

QUE cette motion devienne un ordre de l'Assemblée nationale.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 13

Loi modifiant la Loi électorale concernant le vote des étudiants dans les locaux des centres de formation professionnelle et des établissements d'enseignement postsecondaire *(titre modifié)*

Adopté le **23 avril 2013**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat conféré par une loi

- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion et ses engagements financiers 2011-2012.
- Audition portant sur les contrats de services professionnels liés au traitement de l'information.
- Audition portant sur la qualité de l'air dans les écoles primaires.
- Audition portant sur les services d'hébergement.
- Audition portant sur le déficit d'entretien des infrastructures publiques.
- Audition portant sur le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique.
- Audition portant sur la gestion du Tribunal administratif du Québec.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Corporation d'urgences-santé.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère des Finances.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 26**, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités en matière de financement (mandat confié le 16 avril 2013)
- **Projet de loi n° 202**, Loi concernant la Ville de Terrebonne (mandat confié le 16 avril 2013).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 23**, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant certains services éducatifs aux élèves âgés de moins de cinq ans (mandat confié le 9 avril 2013).
- **Projet de loi n° 24**, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires (mandat confié le 28 mars 2013).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat conféré par une loi

- Audition de la présidente-directrice générale du Conseil de gestion de l'assurance parentale concernant sa gestion du Fonds et sa gestion administrative et examen du rapport sur la mise en œuvre de la *Loi sur l'assurance parentale*.

Mandat réglementaire

Étude de pétitions :

- Pétitions 403-20130213 et 439-20130220 concernant l'augmentation des prestations d'aide sociale versées aux personnes seules handicapées.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 32**, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 17 avril 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 18**, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 19 mars 2013).

- **Projet de loi n° 25**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 20 novembre 2012 (mandat confié le 26 mars 2013).
- **Projet de loi n° 32**, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 17 avril 2013).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

Interpellation :

- Du député de La Prairie au ministre des Finances et de l'Économie sur le sujet suivant : *La chute des investissements privés annoncés au Québec depuis l'élection du Parti québécois* (avis donné le 18 avril 2013).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Rapport quinquennal de la Commission d'accès à l'information du Québec intitulé « Technologies et vie privée à l'heure des choix de société » (mandat confié le 21 février 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 12**, Loi modifiant la Loi sur la police concernant les enquêtes indépendantes (mandat confié le 20 mars 2013).
- **Projet de loi n° 17**, Loi modifiant le Code des professions en matière de justice disciplinaire (mandat confié le 19 mars 2013).
- **Projet de loi n° 22**, Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (mandat confié le 16 avril 2013).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports d'activités 2007-2008 à 2011-2012 du Commissaire au lobbyisme.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commissaire au lobbyisme.

Mandat d'initiative

- Étude du rapport « Propositions de modifications à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* » du Commissaire au lobbyisme.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Curateur public.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 30**, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière de recherche (mandat confié le 10 avril 2013).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 29**, Loi modifiant la Loi sur Héma-Québec et sur le Comité d'hémovigilance (mandat confié le 23 avril 2013).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2011-2012 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Outaouais, Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Mauricie et Centre-du-Québec, Lanaudière, Bas-Saint-Laurent, Montérégie, Chaudière-Appalaches, Estrie, Capitale-Nationale, Laval, Montréal, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Abitibi-Témiscamingue (déféré le 15 novembre 2012).
- Étude du rapport annuel 2011-2012 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déféré le 14 février 2013).

Mandat réglementaire

Étude de pétitions :

- Pétition 451-20130312 concernant la fluoration de l'eau potable.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

- Faire la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l'organisme public et indépendant qu'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (mandat confié le 22 novembre 2012).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 2) M. Le Bouyonnec (La Prairie) – **22 novembre 2012**
Au ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur :

Le 22 novembre prochain, une réunion préparatoire importante se tiendra entre les délégués commerciaux de l'Union européenne et du Canada visant à aplanir les dernières difficultés des négociations en vue de la signature d'un Accord économique et commercial global (AECG). Cette réunion de technocrates précédera d'une semaine une réunion des ministres européens, cette dernière devant donner un aval politique à des accords négociés derrière les portes closes.

La signature du traité étant continuellement repoussée, il semble que l'entrée prochaine en négociation de l'Union européenne et des États-Unis pour un traité équivalent et qui est prévue pour le début de 2013 pose un impératif de conclusion précipitée.

Le gouvernement, lors du discours qu'il a tenu au dépôt de son budget 2013-2014, a appuyé sans réserve un accord de libre-échange avec l'Union européenne. La Coalition Avenir Québec est elle aussi favorable à la ratification d'un AECG, cependant nous sommes conscients qu'il s'agit d'un processus de négociations et que les intérêts supérieurs du Québec doivent y être fermement défendus.

Selon nos informations, les États membres de l'Union européenne auraient fixé dernièrement des exigences claires (lignes rouges) sur de nombreux enjeux concrets qui pourraient affecter les Québécoises et les Québécois.

1. Le ministre peut-il dire, à la lumière des développements des négociations, quels moyens compte-t-il prendre pour maintenir la protection que confère la gestion de l'offre à nos agriculteurs?
 - Le ministre peut-il garantir aux producteurs laitiers du Québec qu'il prendra tous les moyens en sa disposition afin qu'ils ne soient pas soumis à un Contingent à Tarif Nul tel que l'imposeraient les négociateurs européens avec leur Tarif Rate Quota (TRQ)?
2. Le ministre est-il favorable à la demande de l'Union européenne quant à l'accès complet, comme c'est le cas à l'intérieur de ses frontières, aux compagnies européennes de nos marchés publics des municipalités, des hôpitaux, des écoles et des agences publiques, ce que les négociateurs appellent communément MASH?
 - Le ministre compte-t-il prendre des mesures pour garantir que les exigences de production locale du Québec (Local Production Requirements), notamment dans le secteur des transports en commun, seront maintenues?
3. Considérant que les États membres de l'Union européenne ont eux-mêmes libéralisé de nombreux secteurs de leur économie, notamment l'énergie et les transports, quelles mesures le ministre entend-il prendre pour prévenir le changement de modèle d'affaires que pourraient se voir imposer des sociétés telles qu'Hydro-Québec suite à la signature du traité?

4. Étant donné que la règle d'origine souhaitée par les Européens est considérée comme une forme de mesure protectionniste, quels moyens le ministre compte-t-il prendre pour que les secteurs de notre économie, tels que celui du textile, ne soient pas limités par d'infimes quantités de dérogations?

– Le ministre est-il conscient que l'adoption d'un Certificat de Protection Complémentaire (*Patent Term Restoration*), tel que souhaité par les négociateurs européens, pourrait gravement affecter l'équilibre de nos dépenses publiques?

5) Mme St-Pierre (Acadie) – **13 mars 2013**

Au ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur :

Nous demandons au ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur de nous fournir les renseignements suivants par rapport à la mission de la première ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Gouvernance souverainiste à Londres et en Écosse au mois de janvier 2013 :

1. La liste des personnes accompagnant la première ministre et le ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission imputées au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, au Conseil exécutif, au ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur et, le cas échéant, à la Délégation du Québec à Londres;
3. L'agenda de la mission;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi que copie de leurs cartes d'affaires;
5. L'itinéraire complet;

6. Les échanges de correspondances entre le premier ministre Salmond et la première ministre du Québec, de même que les échanges de courriels entre leurs cabinets respectifs depuis le 4 septembre 2012.

8) M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) – **20 mars 2013**
Au ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor :

Le 7 février dernier, lors de l'étude des crédits, j'ai demandé à obtenir les détails des chiffres en date du 31 mars 2012, concernant la ventilation du passif au titre des régimes de retraite et du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour chacun des régimes des employés des secteur public et parapublic, et ce, distinctement pour les catégories des participants actifs et des prestataires.

Ces données sont d'autant plus importantes qu'elles me permettront d'approfondir ma réflexion sur l'avenir des régimes de retraite du Québec.

Aussi, le ministre responsable de l'Administration gouvernementale est-il en mesure de fournir ces données dans les meilleurs délais possible ?

11) Mme David (Gouin) – **24 avril 2013**
À la ministre responsable de la Charte de la langue française :

Considérant la réceptivité dont ont fait preuve tous les parlementaires présents lors du passage de la Fondation des sourds du Québec à la Commission de la culture et de l'éducation dans le cadre des auditions sur le projet de loi n° 14, par quels moyens la ministre responsable de la Charte de la langue française envisage-t-elle d'inclure la langue des signes québécoise (LSQ) à l'intérieur d'une charte renouvelée de la langue française?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 23 avril 2013
Loi sur la Banque de développement économique du Québec – *ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec.*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 27 novembre 2012
Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin d'améliorer la gestion des listes d'accès aux services médicaux spécialisés et surspécialisés – *député de Jean-Talon.*
- c) 10 avril 2013
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen – *député de Granby.*
- d) 17 avril 2013
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs – *député de Lévis.*

Projets de loi d'intérêt privé

Interpellations

- e) 30 octobre 2012
Interpellation du député d'Outremont au ministre des Finances et de l'Économie sur le sujet suivant : *Les impacts des décisions du gouvernement péquiste sur les finances publiques du Québec.*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS